



Annuaire Français de Relations Internationales
AFRI 2003, volume IV
Editions Bruylant, Bruxelles

PEROTTINO Michel, "L'élargissement vu de la République tchèque; constances et inconstances de l'interprétation d'une nécessité", AFRI 2003, volume IV

Disponible sur <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/pero2003.pdf>

Tous droits réservés - Centre Thucydide - contact : centre.thucydide@afri-ct.org

L'ÉLARGISSEMENT VU DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

CONSTANCE ET INCONSTANCE DE L'INTERPRÉTATION D'UNE NÉCESSITÉ

PAR

MICHEL PEROTTINO (*)

Treize ans après la chute du système de type soviétique en Tchécoslovaquie, l'intégration de la République tchèque dans l'Union européenne est devenue un des objectifs majeurs de la politique de ce pays. Cet objectif sera, à court terme, réalisé, même si reste, à ce jour, une incertitude relative quant au résultat du référendum qui se tiendra en 2003. La réussite de l'intégration de la République tchèque à l'Union européenne peut être considérée comme une avancée majeure de la transformation politique, sociale, économique et, dans une large mesure juridique, de ce pays.

Perçue avant la fin du régime socialiste comme une organisation concurrente du CAEM et comme un moyen de rendre à l'Allemagne sa place en tant que puissance économique, l'UE est aujourd'hui appréhendée comme un ensemble non seulement économique mais aussi politique auquel la République tchèque se doit d'appartenir pour s'assurer un développement politique, économique et social durable. Depuis le début des négociations, et même auparavant – dans la mesure où celles-ci, largement soutenues par l'opinion publique, peuvent être perçues comme l'expression d'un « stade supérieur » de l'intérêt des Tchèques pour un « retour à l'Europe » manifesté par leurs élites depuis 1989 –, les quatre gouvernements qui se sont succédé ont toujours défendu et mis en avant cette idée. Cette année, la thématique de l'élargissement européen a été notamment très présente lors des diverses élections, montrant par là combien ce processus touche les différents niveaux national, régional et communal. En outre a été adoptée une loi autorisant l'usage du référendum pour ratifier l'adhésion. A ce sujet, il convient de souligner que cette loi a été adoptée *ad hoc* et que l'entrée de la République tchèque dans l'OTAN, une adhésion dont la symbolique politique et les implications sur la vie du pays sont aussi importantes, n'avait pas donné lieu à ce type de prévenance démocratique : il s'agit là, à notre sens, d'une différence tenant moins à l'absence d'alternative – dans une large mesure, il n'y a pas non plus d'alternative à l'élargissement européen –,

(*) Chercheur au CEFRES, Centre français de recherche en Sciences sociales (Prague, République tchèque) et enseignant à la Faculté de Sciences sociales de l'Université Charles (Prague, République tchèque).

mais davantage à l'ampleur des changements qu'implique l'adhésion à l'Union.

Pour autant, l'enjeu que représente l'élargissement ne doit pas obérer certains phénomènes qui en démontrent le caractère problématique : il s'agit avant tout des inconstances politiciennes qui conduisent à des variations de discours au gré des enjeux électoraux notamment, du plus ou moins fort désintérêt des citoyens pour la question de l'intégration – ce qui conduit à des incertitudes quant au résultat du référendum –, ou bien encore des difficultés pratiques pour réaliser ou approfondir une mise en adéquation préalable du droit tchèque au droit européen – un processus qui met en lumière les défaillances de l'Etat de droit « post-communiste », les limites de la réforme de la fonction publique, *etc.* ; mais il s'agit également des flottements dans la coopération régionale entre les pays dits de Visegrad.

Pour appréhender l'ensemble de la question, il convient dans un premier temps d'examiner comment les Tchèques perçoivent l'élargissement de l'Union européenne, avant de chercher à déterminer comment est conçue et appréciée l'intégration de la République tchèque et enfin d'analyser la manière dont les élites politiques se positionnent autour de cet enjeu.

L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE À L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Intégration, adhésion et élargissement

Les termes « intégration », « adhésion » et « élargissement » sont utilisés dans le langage commun de manière souvent indifférenciée, alors même que les perspectives qu'ils sous-tendent sont clairement diverses. Tandis qu'« intégration » et « adhésion » impliquent la position de l'Etat qui désire entrer dans l'Union, l'élargissement renvoie à celle de l'Union et à sa taille. Par suite, il est assez curieux de constater, à la lecture d'une littérature abondante en Pays tchèques sur le thème de l'Union, que souvent la notion d'« élargissement » est très fréquemment employée de préférence à la notion d'« intégration », laquelle comporte en fait le plus d'obligation et d'efforts pour le pays entrant. Une exception est ici notable : la revue *Integrace* (Intégration), dont la ligne éditoriale est très clairement en faveur du processus, explique le choix du nom. A part cela, la terminologie la plus utilisée reste sans doute la notion plus neutre d'« entrée dans l'Union », que l'on peut également traduire par « adhésion » (*vstup*). Il est vrai que justement les références à l'entrée dans l'Union que l'on trouve dans les médias tchèques sont plus critiques et le plus souvent liées aux coûts de ce processus, aux attentes des institutions européennes ou à ce qui reste encore à faire (1).

(1) Pour une revue de presse sur la thématique européenne, cf. le site www.euroskop.cz.

Les enjeux de l'élargissement européen

Vue des Pays tchèques, l'Union européenne, entendue comme réalisation politique et économique de l'Europe, se doit d'être élargie à l'Europe centrale, la question éventuelle étant de savoir s'il convient d'aller jusqu'à ce que ses frontières touchent celles de l'ancienne Union soviétique, à l'exception près que constitue l'ensemble des pays baltes dont l'euroanéité n'est pas mise en doute. Cette appartenance géopolitique européenne des États baltes est au contraire souvent relevée, ce qui renvoie non seulement à une certaine forme de compassion pour des États dont la souveraineté a été trop souvent limitée, dont les intérêts ont été bafoués par une puissance étrangère et dont la taille et le dynamisme en font des alliés de choix, cela, nonobstant un éloignement certain.

Pourtant, l'histoire tchèque et la conception géopolitique qui en découle paraissent, au contraire de la Pologne par exemple, peu favorables à une projection trop orientale de l'Europe. L'adoption d'un point de vue géopolitique tchèque conduit à une logique fondée sur la conception développée par l'historien et homme politique František Palacký en 1848, d'après laquelle les Pays tchèques sont placés entre deux grandes puissances dont il faut se départir : l'Allemagne à l'Ouest et la Russie à l'Est. Cette conception a guidé la politique tchèque, notamment sous la Première République dirigée par T. G. Masaryk. Certes, depuis cette époque, beaucoup de choses ont changé; néanmoins, il reste possible de s'inscrire dans cet esprit pour comprendre que l'élargissement de l'Union européenne constitue une solution tout à fait raisonnable du point de vue du respect des intérêts tchèques, pour peu que la puissance de l'Allemagne y soit équilibrée par une ou plusieurs autre(s).

Un autre point de vue, plus politique celui-ci, milite en faveur de l'élargissement : il s'agit de celui qui a toujours prévalu et reste vivace, d'après lequel l'Europe doit être européenne. Les Pays tchèques se sont toujours considérés comme faisant partie de l'Europe occidentale (2), sur les plans culturel, politique, religieux, *etc.*, par opposition à d'autres ensembles à l'euroanéité plus ou moins contestée au fil des temps par les Tchèques eux-mêmes (Russie, ensemble balkanique). Constituant d'une certaine manière une négation de la possibilité, voire de l'existence même d'une « autre Europe », le retour dans l'Europe prôné au début des années 1990 reste présent dans toute perspective d'élargissement et d'intégration. C'est notamment dans ce cadre qu'il convient d'analyser la politique adoptée par le gouvernement tchèque depuis la seconde moitié des années 1990, politique dont la logique fondamentale a pu être au moins présentée comme un point final

(2) Milan KUNDERA, « L'Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », *Le Débat*, n° 27, novembre 1983, pp. 4-22.

de la transformation politique, comme la confirmation que le chemin parcouru ne sera plus remis en cause.

Dans une conception dominante que l'on pourrait qualifier de minimaliste, au sens où le principe de l'élargissement est adopté par l'ensemble des acteurs politiques, ce processus apparaît comme le moyen de sceller définitivement la voie du pluralisme et le choix de l'économie de marché. En effet, il existe un large consensus sur cette question, partagé par l'ensemble des principales formations politiques (depuis que le Parti républicain d'extrême droite a été écarté de la représentation parlementaire en 1998). Des antagonismes ne se font jour qu'autour du problème du contenu et de la forme que doit prendre l'Union européenne élargie.

En outre, bien sûr, sur le plan économique, l'élargissement fournit la possibilité d'entrer sur le marché européen avec tout ce que cela implique en terme de croissance pour les acteurs économiques tchèques dont, d'ores et déjà, les principaux concurrents et partenaires sont dans l'Union (il s'agit essentiellement bien sûr, mais pas uniquement, de l'Allemagne et de l'Autriche).

Un élargissement pour une Europe à combien ?

Longtemps, la question de l'élargissement s'est posée d'une manière bilatérale – République tchèque/Union européenne –, et ce n'est qu'avec la perspective d'une adhésion en groupe, sinon dans le cadre d'une forme de compétition entre pays d'Europe centrale et orientale, voire au-delà (Malte, Chypre, Turquie), que les Tchèques ont commencé à avoir une vision d'ensemble de l'élargissement. L'illusion d'une supériorité tchèque dans le domaine de la transformation économique a joué certainement un rôle important dans cette optique, même si les recommandations européennes ont conduit dans un premier temps à la constitution du groupe de Visegrad : les trois, puis quatre pays de ce groupe (la République tchèque, la Pologne, la Hongrie, puis la Slovaquie), devaient entrer ensemble ou au moins tenter d'agir dans ce sens. L'agrégation à ce premier groupe de six autres pays également candidats a modifié l'optique tchèque. De ce point de vue, il semble difficile de définir un élargissement d'une portée géographique, politique et économique optimale, même si par le passé le gouvernement tchèque a pu faire ouvertement cavalier seul en optant pour une intégration individuelle – et rapide dans le cas tchèque (3).

Si l'on ne peut dire, par exemple, que la partition tchéco-slovaque de 1992 avait pour seul objectif, du côté des Tchèques, de se débarrasser des Slova-

(3) Evoquons par exemple la formule de Václav Klaus, d'après laquelle « nous serons prêts à entrer dans l'Union avant même que l'Union ne soit capable de nous recevoir », *International Herald Tribune*, 1^{er} février 1993.

ques dans l'idée de l'entrée dans l'Union européenne (4), il est rapidement apparu pour les Tchèques que l'élargissement ne pouvait se faire sans leur pays et ce, pour une raison simple : conçue avant tout comme une union économique, l'Europe, dans la perspective de son élargissement, se devait de favoriser, d'une part, les pays les plus avancés économiquement et socialement et, bien sûr, d'autre part, les pays les plus proches géographiquement. Dans cette logique, il était difficilement concevable pour les Tchèques d'être mis sur un même plan que des pays voisins bien connus d'eux et dont l'économie de marché, le pluralisme politique et le niveau social général étaient peu en adéquation avec les standards supposés de l'Union européenne.

Par ailleurs, si le principe de la concurrence entre les pays souhaitant l'adhésion a été rapidement admis, avec la certitude que la République tchèque serait sinon en tête, du moins dans les trois premiers, avec la Pologne et la Hongrie, les résultats obtenus, très nettement en décalage par rapport à ces préjugés, ont conduit à des interrogations portant moins sur les efforts à fournir, que sur les objectifs de l'Union et sa politique de mise sur un pied d'égalité de l'ensemble des pays candidats.

Quel type d'élargissement ?

Les interrogations internes à l'Union européenne quant à la question de savoir si l'Union doit s'élargir ou s'approfondir sont connues en République tchèque, même si, forcément, elles sont moins répercutées dans les médias et les centres d'informations sur l'Union que les problèmes de la mise en adéquation des règles de droit tchèques aux européennes. Si cette thématique n'est pas ignorée, elle voit sa portée fortement réduite par la force des choses, puisqu'un approfondissement de l'Union telle qu'elle existe se fera au détriment de son élargissement. Ainsi, cette question n'est soulevée que comme un moyen de critiquer l'Union dans son ensemble ou la rapidité de l'élargissement, notamment depuis les rangs du Parti civique démocratique (ODS) de Václav Klaus.

En revanche, l'élargissement européen est constamment perçu comme l'un des éléments de l'intégration des Pays tchèques à l'ensemble « euro-atlantique ». L'entrée dans l'OTAN a ainsi constitué le premier pas, tandis que l'adhésion à l'Union européenne est comprise avant tout comme l'entrée dans un groupe à vocation principalement économique. Là aussi, il conviendrait d'analyser les différents discours dans le détail, mais il est possible de dégager un point commun entre des discours dont l'orientation pro-européenne peut être très forte ou au contraire faire totalement défaut : l'élargissement européen fait partie intégrante d'une politique de retour dans un

(4) Certes, les raisons financières et, plus largement, économiques, ont sans doute prévalu, mais pas forcément pour favoriser l'élargissement de l'Union à la République tchèque, où les motifs avancés étaient souvent strictement internes.

ensemble géopolitique – qu'il soit centré sur les États-Unis ou pas – et aussi dans une civilisation.

Il doit cependant rester clairement à l'esprit que l'atlantisme l'emporte encore très souvent sur l'euro-atlantisme et *a fortiori* sur « l'européisme », et ce, même chez les politiciens apparemment les plus favorables à l'élargissement, comme par exemple Václav Havel. Ceci tend à démontrer qu'il n'y a qu'une seule grande puissance occidentale et que l'élargissement n'est pas forcément conçu dans les Pays tchèques comme un renforcement de la position de l'Union européenne, ce qui peut parfois s'exprimer d'une manière similaire à celle prévalant en Grande-Bretagne.

L'INTÉGRATION DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Certitude de l'élargissement à la République tchèque

L'intégration de la République tchèque à l'Union européenne est un thème qui a connu, depuis plus de dix ans maintenant, une évolution qui suit celle de la situation économique et sociale du pays. Considérée comme une nécessité logique dans le cadre d'une conception générale du « retour à l'Europe » des pays situés à la marge de l'Europe occidentale, matérialisée politiquement et surtout économiquement par la CEE, les retards pris ont conduit à une fatigue ou un refroidissement de l'opinion publique sur cette question (5).

En fait, une fois retombé l'enthousiasme des premiers mois de l'après-novembre 1989, une période d'attente relativement longue, qui a suivi jusqu'aux premiers pas officiels devant conduire à l'intégration, puis surtout le coût des efforts devant être produits pour remplir cet objectif ont fait perdre la candeur de l'idée première du « retour ». Les déclarations de non-automatisme de l'élargissement de la part des autorités de l'Union et la lenteur des avancées de la voie tchèque vers l'adhésion (6) se sont combinées avec une incompréhension de la part d'une partie de l'opinion publique, que l'on pourrait définir comme le fruit d'une forme de complexe de supériorité. Rappelons que les débuts apparemment prometteurs de la transformation économique tchèque, peu grevée par des restructurations remises à plus tard par le gouvernement de centre droit dirigé par Václav Klaus, ont pu faire penser à certaines personnes que la formule « tigre économique » appliquée à la République tchèque était fondée. De cela a résulté une incompréhension pour ce qu'apparaissaient être des tergiversations de la part de l'Ouest et, au fond, une volonté d'écarter les Tchèques trop concurrentiels.

(5) C'est ce qui ressort de l'analyse des sondages de l'opinion publique tchèque réalisés par différents instituts depuis 1996.

(6) Par « lenteur », nous entendons le sentiment partagé par une majorité de Tchèques selon lequel l'intégration est un processus pour lequel ils sont déjà prêts.

Ces éléments, ajoutés aux problèmes économiques et sociaux de plus en plus manifestes à la fin des années 1990 et, surtout, aux effets de ce qui a été ressenti comme le produit de la bureaucratisation européenne dans des domaines très divers – c'est-à-dire les effets pratiques de la mise en adéquation préalable du droit tchèque au droit européen – ont renforcé, non pas tant le rejet du principe de l'adhésion, que le nombre d'indécis.

Plus le moment de l'intégration semble proche, plus certaines conditions pratiques de la présence au sein de l'Union apparaissent comme une limitation de la spécificité tchèque, et ce, dans différents domaines. Ainsi, au fur et à mesure que s'approche l'échéance de l'intégration, augmentent les réticences des Tchèques.

Tergiversations et lenteurs politiques

Les certitudes tchèques ont conduit à des atermoiements dans l'expression d'une volonté politique claire et précise sur la question de l'intégration à l'Union européenne. Pourtant, cette même volonté a été suivie d'effets dans plusieurs cas depuis 1990 : entrée dans le Conseil de l'Europe; début des négociations avec l'Union européenne et clôture de 26 chapitres sur 31 (7). La constitution du groupe de Visegrad a constitué, en son temps, une preuve de bonne volonté, dans la mesure où il s'agissait d'un ensemble pour l'essentiel constitué en réponse à la demande des institutions européennes.

Dès après la chute du système de type soviétique, les gouvernements successifs ont donné la même direction à leur politique, à savoir celle de l'élargissement. Néanmoins, avec l'arrivée au pouvoir de Václav Klaus, les certitudes d'entrer dans l'Union au moment voulu par les Tchèques et non pas à celui décidé par les institutions de l'Union, ont ralenti la réalisation de l'objectif du rapprochement (8). Puis les secousses politiques et la mise en concurrence directe des différents pays candidats ont permis un raffermissement de la politique gouvernementale, sous l'égide successive du gouvernement de centre droit dirigé par Josef Tošovský (fin 1997) puis du gouvernement minoritaire social-démocrate de Milos Zeman (durant la législature 1998-2002). La coalition gouvernementale actuelle s'est engagée de manière très ferme à conduire le pays vers l'adhésion, et ce, alors même que le soutien de l'opinion publique tend à se faire incertain.

Soutien populaire incertain

Le soutien des Tchèques à l'élargissement européen a très vraisemblablement connu d'importantes variations. La difficulté de l'analyser réside dans

(7) Depuis le début des négociations, en novembre 1998, ont été ouverts 29 chapitres sur 31, dont 26 sont déjà clos (état au 30 octobre 2002).

(8) Peter BUGGE, « České vnímání perspektivy členství v EU – Havel vs. Klaus » (« La perception tchèque de la perspective de l'adhésion dans l'Union européenne – Havel contre Klaus »), *Politologická revue*, n° 2, 1998, pp. 76-110.

le fait qu'au flou originel quant à ce qui devait s'élargir – ou plus précisément ce dans quoi les Pays tchèques devaient revenir – s'est ajoutée l'inconnue des efforts à produire. Ce n'est que récemment, avec la précision des enjeux, que les coûts se sont fait plus lourds.

L'élargissement est aujourd'hui considéré comme inévitable et surtout sans réelle alternative, cela, nonobstant les efforts d'une partie de l'ODS en faveur de la mise en avant d'une éventuelle alliance entre la République tchèque et l'Accord de Libre-Echange Nord-américain (9).

Depuis 1996, jamais le nombre de Tchèques interrogés sur leur réponse à un éventuel référendum portant sur l'adhésion, n'a été majoritaire, mais jamais il n'est passé non plus sous la barre des 40 % ; inversement, le nombre de personnes défavorables à ce processus s'est renforcé, oscillant entre 15 et 20 %. Le reste des individus, soit entre 35 et 40 % des personnes interrogées, sont indécis : ce nombre important renvoie vraisemblablement à la fois à ce sentiment très largement partagé d'absence d'alternative, mais aussi à la fatigue née de l'attente et, enfin également, à la difficulté de comprendre quels sont les réels enjeux de l'élargissement.

En effet, il est impossible de dénoncer une insuffisance dans le traitement de la question dans les médias. D'une manière générale, les efforts fournis actuellement pour informer les citoyens sur ce qu'implique le processus sont très élevés et paraissent quantitativement suffisants. Il en va cependant autrement de ce qui est du contenu thématique tel qu'il est rapporté dans les médias. Le problème relève néanmoins essentiellement du faible niveau des quotidiens et autres moyens écrits d'information et de la recherche du sensationnel dans les médias télévisés (10).

Par ailleurs, les développements de l'actualité, notamment autour de l'affaire dite des « décrets Beneš », de la question de la centrale nucléaire de Temelín, de la position de l'Autriche ou de la Bavière sur la question de l'élargissement de l'Union européenne à la République tchèque, ont renforcé les craintes de nombreux Tchèques quant aux objectifs poursuivis par les pays voisins déjà membres de l'Union – crainte d'un retour des zones frontalières aux mains des Allemands – ou avalisé l'idée d'après laquelle l'élargissement est craint également du côté de l'Union et sera mis en cause par les pays voisins soucieux de préserver leurs avantages acquis (11).

(9) On en trouve notamment mention dans l'*Euromanifeste* de l'ODS, publié en 1999.

(10) Il s'agit tout particulièrement du style imposé par la télévision Nova, chaîne la plus regardée, qui s'est déjà singularisée par la transmission de reportages sur la minorité rom, conduisant des familles entières à l'exil vers le Canada ou la Grande-Bretagne.

(11) Voire pour des raisons plus strictement politiciennes, en Autriche, au profit du FPÖ de Haider et, en Bavière, au profit de la CSU de Stoiber.

LES ÉLITES POLITIQUES FACE À L'ÉLARGISSEMENT

Il est nécessaire, pour comprendre comment se forme et se développe un problème politique, de dépasser les approches en termes individuels. Au sujet de l'Europe, il est devenu courant de se référer aux deux grandes personnalités que sont Václav Havel et Václav Klaus, chacun de ces deux politiciens étant censé représenter l'un, le camp européen, l'autre, le camp eurosceptique ou anti-européen. En fait, non seulement la situation politique tchèque ne saurait se réduire à un tel schématisme, mais en outre, les positions respectives de ces deux hommes sont bien moins nettes qu'il n'y paraît au premier abord (12). Ainsi, par exemple, la position de Václav Havel, qui trouve ses racines dans la dissidence (13), s'est révélée souvent imprécise, voire utopique (14), tandis que c'est sous la direction de Klaus que le gouvernement tchèque a effectué ses premiers pas sur la voie de l'adhésion.

Soutien et opposition à l'élargissement

Les partis politiques et plus largement les élites politiques tchèques ont, depuis 1990, toujours tenu compte des questions liées à l'élargissement européen et, dans une très large mesure, les positions aujourd'hui défendues ont été adoptées dès le début du changement de régime. Ce fait ne doit cependant pas faire perdre de vue une certaine temporalité de la reprise de cette thématique au niveau programmatique et discursif : ainsi, ce n'est qu'au cours des dernières années, et plus spécialement en 2002, que l'Europe a été placée au premier rang des préoccupations des quelques formations parlementaires. Actuellement, les forces peuvent effectivement se distinguer les unes des autres par rapport à la question européenne ; néanmoins, il ne nous semble pas possible d'en faire un clivage majeur de la politique tchèque.

En effet, sur l'ensemble des partis politiques présents au Parlement (rapelons qu'il s'agit, en 2002, des partis suivants : le Parti social-démocrate, l'Union démocrate-chrétienne-Parti populaire, l'Union de la liberté – ces trois partis forment l'actuel gouvernement –, le Parti civique démocratique et le Parti communiste), aucun n'est opposé par principe à l'intégration européenne (15).

Cependant, il est possible de distinguer deux tendances : l'une favorable à un élargissement dans les conditions actuelles ; l'autre, de nature euroscep-

(12) Cf. notamment BUGGE, *op. cit.*

(13) Václav HAVEL, *Essais politiques*, Seuil, Paris, 1989.

(14) Václav HAVEL, *Méditations d'été*, L'Aube, La Tour d'Aigues, 1991.

(15) Ceci n'exclut pas pour autant certains dérapages verbaux du côté des communistes, dont certains membres sont effectivement opposés à l'élargissement, ou bien encore de certains milieux proches de l'ODS, notamment l'association des Jeunes conservateurs, dont certains membres ont manifesté contre l'adhésion en apportant leur soutien aux partisans du « non » en Irlande. L'ODS s'est officiellement distanciée de toute prise de position.

tique, pose certaines conditions à ce processus. Au-delà de ces deux tendances, il est impossible d'en faire deux camps, dans la mesure où les eurosceptiques ne pourront s'unir et former un gouvernement et que leurs conditions ne sont pas les mêmes. Par ailleurs, la coalition gouvernementale actuelle, qui se définit elle-même par sa politique européenne, ne peut l'être objectivement par un observateur impartial : en effet, l'Europe n'est pas le plus petit dénominateur commun entre les partis au pouvoir. En revanche, ceux-ci ont constitué le seul gouvernement possible, compte tenu de la configuration de la scène politique tchèque, et se sont trouvés comme point focal l'adhésion à l'Union.

Rappelons que le dernier parti politique véritablement opposé à l'élargissement était le Parti républicain, une formation populiste d'extrême droite, qui n'a plus de représentation parlementaire depuis 1998 et qui a aujourd'hui fait scission.

Les enjeux d'un positionnement sur la problématique de l'élargissement

Si la thématique européenne est aujourd'hui incontournable dans les programmes des partis comme dans les discours de leurs représentants, elle s'est surtout avérée être un bon révélateur des tensions existantes sur la scène politique tchèque. Souvent mises en avant, les différences entre les points de vue sur la question de l'élargissement, du processus à suivre et surtout de la forme de l'Union dans laquelle la République tchèque devra entrer, cachent par exemple le fait que le principal parti de droite, qui défend une ligne eurosceptique, dispose des électeurs les plus favorables à l'élargissement, tandis que les électeurs sociaux-démocrates, beaucoup plus réservés sur cette question, soutiennent le principal parti gouvernemental de Vladimír Spidla. Les électeurs les plus conséquents sont ceux de l'Union de la liberté en faveur de l'élargissement et les sympathisants communistes, pour ce qui est des eurosceptiques.

Il est possible sans doute de déterminer un clivage explicatif de ces paradoxes, en renvoyant aux tensions identitaires ou nationalistes centrées ces derniers mois autour de l'affaire des « décrets Beneš ». Dans le cas de l'ODS, il faut également mettre l'accent sur l'écho que peuvent avoir les positions défendues par les conservateurs britanniques.

L'actualité de l'élargissement a été perçue également comme une immixtion des pays voisins dans les affaires internes, et ce, en particulier par les partis politiques. Bien au-delà des problèmes souvent anecdotiques de la préservation de tel savoir-faire ou de tel produit typique, les affaires des « décrets Beneš » ou bien encore des centrales nucléaires proches de la frontière autrichienne ont été perçues de manière très négatives dès lors qu'un chantage explicite ou implicite se faisait jour, donnant ainsi l'occasion aux

partis d'utiliser de manière plus appuyée l'appel à la défense des intérêts nationaux.

CONCLUSION

En l'espace d'une dizaine d'années, les courbes de l'intérêt des citoyens pour l'élargissement européen, d'une part, et celle des efforts produits par le gouvernement pour mener le pays à l'adhésion, d'autre part, se sont en quelque sorte croisées. Néanmoins, malgré la précision des coûts de l'élargissement supérieurs à ceux escomptés, les atermoiements des politiciens et les usages conjoncturels négatifs de la thématique européenne n'ont pas véritablement remis en cause l'image première d'un élargissement désiré et nécessaire : celui-ci est globalement perçu comme un événement positif, conforme aux intérêts tchèques.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- Karel BARTAK, *Mýty a realita Evropské unie* (Mythes et réalité de l'Union européenne), Ústav mezinárodních vztahů, Prague, 2000.
- Peter BUGGE, « České vnímání perspektivy členství v EU – Havel vs. Klaus » (« La perception tchèque de la perspective de l'adhésion dans l'Union européenne – Havel contre Klaus »), *Politologická revue*, n° 2, 1998, pp. 76-110.
- Jean-Michel DE WAELE, « Les grandes familles politiques dans les PECO », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1013, mars 2001, pp. 4-16.
- Václav HAVEL, *Essais politiques*, Seuil, Paris, 1989.
- Václav HAVEL, *Méditations d'été*, L'Aube, La Tour d'Aigues, 1991.
- Ladislav HOLY, *The Little Czech and the Great Czech Nation*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996.
- Jiří KABELA/Lubomír MLČOCH (dir.), *Institucionalizace (ne)odpovědnosti : Globální svět, evropská integrace a české zájmy* (L'institutionnalisation de l'(ir)responsabilité : le monde globalisé, l'intégration européenne et les intérêts tchèques), Karolinum, Prague, 2001.
- Václav KLAUS, *Evropa pohledem politika, pohledem ekonomu* (L'Europe vue par le politique et vue par l'économiste), Centrum pro ekonomiku a politiku, Prague, 2001.
- Tomáš KOSTELECŤKY/Alena NEDOMOVÁ, « The Czech National Identity », *Czech Sociological Review*, n° 1, 1997, pp. 79-92.
- Václav KOTYK (dir.), *Česká zahraniční politika* (La politique étrangère tchèque), Ústav mezinárodních vztahů, Prague, 1997.
- Michal KUBÁT (dir.), *Východní rozšíření Evropské Unie* (L'élargissement oriental de l'Union européenne), Masarykova Univerzita, Brno, 2001.
- Milan KUNDERA, « L'Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », *Le Débat*, novembre 1983, n° 27, pp. 4-22.
- Martin MAŇÁK, *Sto otázek a odpovědí o Evropské unii* (Cent questions et réponses sur l'Union européenne), Ústav mezinárodních vztahů, Prague, 2000.
- Georges MINK/Gérard WILD (dir.), *L'Élargissement à l'Est de l'Union européenne*, numéro spécial de la *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 27, n° 4, 1996.

- Jan MISOVIC, « Podpora vstupu do EU podle jednotlivých sociálních skupin » (« Soutien de l'intégration à l'UE des différents groupes sociaux »), *Integrace*, septembre 2000, pp. 2-7.
- Laure NEUMAYER, « Opinions publiques et partis politiques face à l'intégration européenne en Hongrie, Pologne et République tchèque », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 30, n° 1, 1998, pp. 139-164.
- SOFRES-FACTUM, « Názory veřejností na Evropskou Unii » (« Opinions du public au sujet de l'Union européenne », Prague, avril 2001.
- STEM, « Aktuální postoje české veřejností k referendu o vstupu do Evropské Unie » (« Opinions actuelles du public tchèque au sujet du référendum sur l'adhésion à l'Union européenne »), Prague, avril 2002.